

# INSERTEMENTS

S'adresser au bureau du journal  
de 8 à 11 heures du matin et  
de 6 à 10 heures du soir.  
Rédaction et Administration:  
PIEDRAS, 277 (Grand Hotel)

# UNION FRANÇAISE

PETIT  
JOURNAL DU MATIN

1<sup>ère</sup> Année Num. 89-- 14

DIRECTEUR: J.-G. BOROY-DUBARD

MONTEVIDEO--Vendredi 18 Septembre 1891

## ABONNEMENTS

Matériaux et Réparations	Arg.	Brésil	Europe
Un mois	\$ 1.00	\$ 1.50	\$ 2.00
Trois mois	\$ 3.00	\$ 4.50	\$ 6.00
Six mois	\$ 6.00	\$ 9.00	\$ 12.00
Un an	\$ 12.00	\$ 18.00	\$ 24.00

Numéro du jour : 0.04  
Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> et 15 de chaque mois.

## FRANCE

### LE BILAN FINANCIER DE LA FRANCE EN 1892

Nous avons sous les yeux le rapport général de M. Godefroy Cavaignac, député, sur le budget général français de l'exercice 1892. C'est un document très serré de forme et très nourri de fond qui débale à merveille la situation financière de la France et dresse avec une exactitude lumineuse l'état actuel des finances publiques.

M. Cavaignac constate d'abord que chaque année les dépenses s'en vont diminuant et que l'unité budgétaire commencée l'an dernier par l'incorporation du budget extraordinaire dans le budget ordinaire sera bientôt accomplie.

Le budget de 1892 comporte un chiffre de dépenses s'élevant à 3,234,305,743; le rapporteur passe en revue les résolutions successives adoptées par la commission des finances, et qui donnent au budget de 1892 un caractère d'équilibre, comparé aux budgets précédents.

C'est d'abord l'évaluation du produit des taxes, résultat direct du vote par la Chambre du nouveau tarif; le gouvernement propose de fixer cette évaluation à 38 millions; la commission du budget, plus hardie, élève le chiffre à 70 millions; M. Cavaignac semble même croire que cette somme sera fortement dépassée.

Sur dépenses, la commission a incorporé 11 millions de dépenses du Dahomey et du Soudan, et 9,000,000 fr. pour l'amélioration du sort des institutions primaires. Enfin, quarante millions d'économie en chiffres ronds ont été réalisés par la commission sur l'ensemble du budget. M. Cavaignac indique également les réformes introduites cette année dans l'assiette des impôts; ces réformes portent:

- 1<sup>re</sup> Sur la taxe des frais de justice;
- 2<sup>de</sup> Sur le régime des boissons. On connaît déjà l'économie du projet Brissot incorporé dans le budget même et qui dégrève certaines catégories de frais supportés par les petits, tandis qu'au contraire il en relève d'autres chapitres qui à la classe riche pourrissent aisément acquiescer.
- De même, sur le régime des boissons, les vins et cidres sont dégrévés par 115 millions environ, tandis qu'on demande à une surtaxe sur l'alcool une somme de 105 millions en chiffres ronds. De plus, la suppression de l'impôt sur la grande vitesse est subordonnée aux abaissements de taxes corrélatives consenties par les compagnies, soit pour les voyageurs, soit pour les publics vient de se retirer d'accord avec les cinq grandes compagnies sur ce point, et que le Parlement, à sa rentrée, pourra sanctionner une nouvelle réforme dont les contribuables ne manqueront pas de sentir les bienfaits.

Sur le détail du budget général par ministère.

Notons au passage le total général du budget de l'exercice qui s'élève à 3,234,305,743 francs; celui du ministère de la marine à 211,741,005 francs; et celui du ministère de l'instruction publique à 181,868,382 francs. Le budget des cultes ne subit aucune modification et reste à son chiffre de l'an dernier soit 11,581,133 francs.

Dans les pages annexes du rapport de M. Cavaignac, il en est qui méritent de ne pas passer inaperçues: tel est l'état de la liste des constructions neuves que le ministère de la marine est autorisé à continuer ou à entreprendre pendant l'année 1892; c'est, croyons-nous, la première fois que cet état est livré à la publicité; il y a là une réponse topique aux accusations dont M. Brissot, dans un accès de radicalisme impitoyable n'avait pas craint de se faire l'instigateur.

Je remarque dans les constructions faites par l'Etat: 6 cuirassés d'escadre; 1 cuirassé garde-côte; 2 canonnières cuirassées; 1 croiseur d'escadre de 1<sup>re</sup> classe; 5 croiseurs d'escadre de 2<sup>e</sup> classe; 1 croiseur torpilleur.

Les constructions commandées à l'industrie privée sont: 2 cuirassés d'escadre; 2 croiseurs d'escadre de 1<sup>re</sup> classe cuirassés; 1 croiseur d'escadre de 2<sup>e</sup> classe; 1 croiseur torpilleur; 3 canonnières garde-côte; 3 torpilleurs d'ordres divers.

On le voit, les chantiers nationaux aussi bien que ceux de l'industrie privée sont en pleine activité, et l'on peut ajouter qu'il y a une certaine économie non dépourvue de fierté, digne de respect, pour le ministère de la marine à laisser produire ainsi en plein soleil la liste des futures forces maritimes de la France, contrairement aux usages établis jusqu'à ce jour.

En résumé, le budget général de 1892 se solda par un petit excédent de 999,000 francs environ, il sanctionne définitivement le dégrèvement des frais de justice, remonte le régime des boissons dans un sens favorable à la classe nécessiteuse, promet, avec l'aide du gouvernement, la suppression de l'impôt sur la grande vitesse, pour faciliter les transactions commerciales du pays; de plus, il réduira à 18 millions les dépenses du budget qui, en 1891, étaient de près de 99 millions.

Enfin il écarte dans cette grande comptabilité nationale, comme une atmosphère de suavité et d'humanité, et aussi un courant bien de progrès raisonné et prudent. Appuyé sur un bilan aussi solidement édifié, la République a le droit de regarder l'avenir avec confiance et, ajoutons-le avec fierté.

### Vengeances germaniques

On l'a plus loin, avec l'indignation et l'horreur que de tels faits provoquent fatalement, les douze récentes vexations ignobles infligées par une orbe de policiers et de douaniers allemands, à d'innocents enfants, qui rentraient en Alsace pour y passer en famille quelques semaines de vacances.

Il n'y a pas de légitimité ni d'antithèse qui puisse flatter cette odieuse violation du droit des gens, d'une façon plus radicale que ce simple et loyal récit.

Nous en devons à la communication à un jeune écrivain alsacien, établi à Montevideo, et dont le cœur saignera longtemps au souvenir des indignes traitements infligés à

des fillets sans défense par la rage imbecille de quelques tuteurs gallophobes.

Il est bon que le monde entier soit instruit de ces exploits de sujets de Guillaume. On pourra ainsi apprécier ce que vaut cette prétendue civilisation allemande dans laquelle les adorations du succès se plaisent à voir l'idéal du progrès humain.

Il ne nous déplaît point outre mesure, d'autre part, de voir employer ces brutalités comme moyens de germanisation; après vingt ans de possession paisible des territoires conquis. Elles mettent en évidence l'invincible résistance que le cœur de la loyale Alsace oppose aux tentatives de séduction et d'intimidation des oppresseurs.

Les ignominies d'aujourd'hui sont dignes des incendiaires de Buzelles et des massacres de Saint-Quentin.

Nous voulons croire, pourtant, que les auteurs de ces hontes ont été châtiés ou tout au moins dévoués par leurs chefs.

Mais qu'il advienne, l'Allemagne ne doit pas oublier que nul ne sème impunément la haine... C'est une plante vivace dont tôt ou tard il faut cueillir les fruits.

### SCANDALES A LA FRONTIERE FRANCO-ALLEMANDE

On télégraphie de Belfort à la «Petite Presse»:

M. de Keller, sous-secrétaire d'Etat pour l'intérieur au gouvernement d'Alsace-Lorraine, vient d'ordonner pour la France qu'il soit procédé à une enquête afin de rechercher à quel point les faits se sont passés par la «Strasbourg Post» sont exacts. Ces faits, tous les connaissent en partie, je vais compléter l'information par l'indication de vos lecteurs.

Des jeunes filles apparurent en tant qu'une pension de France restreinte, la semaine dernière, en Alsace pour retourner dans leurs familles. Toutes étaient en règle avec les mesures de police qu'il leur fallait accomplir de mai 1888. Néanmoins, le commissaire de police spécial, chargé de viser les laissez-passer, soumit chaque jeune fille à un long interrogatoire où les questions d'une indécence ou lieuse dominaient. Tout le personnel de la gare faisait cercle, c'était évidemment un coup monté.

Après l'ignoble inquisition commença pour les malheureuses enfants un autre supplice.

Les douaniers les forcèrent d'ouvrir leurs malles. Les vêtements féminins furent retirés, étalés, et chaque pièce d'habillement devint le prétexte de questions d'un cynisme révoltant. On ne s'arrêta pas là. Plusieurs jeunes filles furent passées dans une chambre voisine, où des femmes d'employés les obligèrent de se mettre complètement nues, soit-disant pour s'assurer qu'elles ne portaient pas de contrebande sur elles. Les femmes chargées de cette besogne allèrent jusqu'à arracher violemment les jupes à celles des jeunes filles qui résistèrent par pitié, sanglotant, suppliaient qu'on mit un terme à ces brutalités inouïes.

Pendant ce temps, le train se mettait en route; quelques fillettes à moitié vêtues se précipitèrent dans le train en marche; les autres restèrent, pleurant, forcées d'attendre, sous les quolibets et les injures des Allemands, le train suivant.

Voilà les faits, voilà ce qui se passe sur notre frontière.

### LA QUESTION EGYPTIENNE

Il semble se confirmer que le Sultan a déclaré fait ces jours derniers par l'intendant de Rustem-pacha une nouvelle démarche auprès du cabinet Salisbury pour le presser de hâter la date de l'évacuation d'Egypte.

Le correspondant du «Standard» à Stamboul averti l'exactitude du fait; il prévoyait même nous révéler la réponse de lord Salisbury à la démarche de l'ambassadeur ottoman. Cette démarche s'est donc accomplie.

Ceux qui voudraient jeter la suspicion sur l'entente franco-russe et lui attribuer une portée agressive invoqueraient probablement ce fait comme preuve de l'existence de la «complot» de la France visant à amener la déposition de Tewfik-Pacha, pour rendre la situation de l'Angleterre en Egypte intenable. Les protestations énergiques de la presse française contre une pareille accusation, et la façon toute spontanée dont le gouvernement français, à l'annonce de la démarche du Nord, l'invitation acceptée, pour l'escadre anglaise, comme pour celle de se rendre à Port-Saïd, ont été une réponse à la signification anglophobe à la bonne entente avec la Russie, ont déjà fait suffisamment justice de ces racontars ridicules.

En fait, la démarche de Rustem pacha auprès du cabinet Salisbury n'est que la suite logique d'une politique qui est de tradition à Stamboul depuis l'installation des forces britanniques en Egypte. Jamais, depuis le bombardement d'Alexandrie et l'occupation du Caire, la Porte n'a cessé d'invoquer son droit de souveraineté et d'inviter l'Angleterre à le respecter en retirant ses troupes le plus tôt possible de la vallée du Nil.

On n'a pas oublié le fameux traité de sir H. Drummond Wolff où l'Angleterre prenait l'engagement de quitter l'Egypte dans un délai déterminé et qui n'a échoué que parce qu'elle revendiquait le droit de réoccuper le Delta quand elle le voudrait.

Le seul fait de la négociation de ce pacte atteste la continuité des efforts tentés par la diplomatie turque pour libérer la terre des Pharaons de la présence des troupes anglaises.

Avant comme après l'entente franco-russe, lord Salisbury a été mainte et mainte fois sollicité par la Porte de se rendre sur ce point, aux vœux du Sultan. La démarche de Rustem-pacha, ne peut donc avoir d'autre signification que celle qu'on voit toujours sous les comités de ce genre adressées par la Porte au Foreign Office.

Un correspondant du «Standard», comme nous le constatons plus haut, prétend nous faire connaître l'aveu qu'elle a récemment lord Salisbury aurait simplement exprimé le désir d'ajourner toute discussion ou négociation à ce sujet, en raison des vacances parlementaires anglaises qui dispersent pour le moment et jusqu'au mois d'octobre au moins le personnel gouvernemental. Ce n'est donc pas un non possumus qui a été opposé à Rustem-Pacha, mais une simple demande d'ajournement, aux calendes grecques.

Notre propre correspondant à Stamboul nous

signalait récemment la résolution de plus en plus ferme de l'Angleterre de se maintenir en Egypte, d'où elle fait des sacrifices ailleurs à la Russie ou à la France, pour désarmer leur opposition. La réponse de lord Salisbury à Rustem-Pacha vient confirmer ces indications.

### CONSEQUENCES DE L'ACCORD FRANCO-RUSSE

Le rapprochement franco-russe accompli déjà son œuvre.

Cette œuvre est visible dès à présent. Il vient de jour plus manifeste que, du côté de la triple alliance, on en vient déjà à craindre de voir se grouper autour de la coalition de la paix, de la Ligue franco-russe, tous les Etats dont l'attitude était restée jusqu'ici hésitante ou incertaine. On remarque particulièrement les signes de mauvais humeur que donnait la presse officieuse de Vienne, au sujet de l'initiative suivie par le jeune roi de Serbie.

Le fils du roi Milan s'est rendu à Saint-Petersbourg avant d'aller présenter ses hommages à la cour autrichienne, et si sa présence n'y a pas été énormément de bruit, c'est peut-être parce qu'elle a coïncidé avec le séjour de l'escadre française, qui a tout dominé; et de Vienne, le jeune Souverain serbe doit se rendre à Paris, ce qui n'est pas davantage pour plaire au Cabinet autrichien. Pour un peu on proclamerait que la Serbie est définitivement rentrée dans l'orbite de la politique russe et on traiterait en suspect le jeune roi qui trahit aussi gravement les intérêts de l'Autriche dans les Balkans.

Les appréhensions provoquées à Vienne, à Berlin et à Rome se sont répandues jusqu'en Angleterre, ont fait impression sur le Cabinet Salisbury lui-même, s'il est vrai, comme on l'a télégraphié d'Athènes à l'Agence Havas, il y a quelques jours, que le gouvernement britannique songerait à renforcer ses forces navales de la Méditerranée, par crainte du rapprochement franco-russe-turc dont il a été si souvent question en ces derniers temps.

Quelle est la part de l'imagination, quelle est la part de la vérité dans toutes les combinaisons qu'on se plaît ainsi à broder sur le fait palpable du rapprochement franco-russe? Il serait difficile de le déterminer. Sans doute, comme nous l'écrivait, il y a peu de temps, notre correspondant de Constantinople, le spectacle du désarroi produit chez les amis de la triple alliance par les gages d'amitié échangés entre la Russie et la France, est bien fait pour donner à réfléchir à ceux des Etats qui panchent du côté de l'alliance des puissances centrales, tant que celle-ci se donne des airs d'omnipotence, et pour décider ceux des gouvernements qui étaient enclins à porter leurs sympathies ailleurs. D'autre part, il est un peu pénible d'imaginer que les traités ou les ententes se font ou se défont du jour au lendemain et que toutes les positions de l'échiquier politique européen se sont instantanément modifiées, depuis les incidents de Cronstadt.

Co quo domine comme effet certain et indéniable ces incidents, c'est que l'entente russo-française après avoir été niée et ralliée, a été constatée et avouée et qu'en arrière au jourd'hui à la redouter et à lui prêter une influence presque sans limite. Il y a là les marques d'une crainte salutaire qui facilitera l'entente franco-russe à la triple alliance, ce qui devient assurément dangereux et menaçant dans son exclusivisme et son arrogance d'allures.

Les manifestations extérieures du lien étroit qui unit désormais Paris et Saint-Petersbourg n'ont plus qu'une raison d'être purement momentanée.

Les faits sont acquis, ils n'auront plus besoin de la consécration des fêtes et des vivats.

### LA MISSION CRAMPEL

On nous permettrait d'insister sur cette patriotique question.

L'appel adressé par le comité de l'Afrique française en faveur de la continuation et de l'achèvement de l'entreprise à laquelle Paul Crampel et ses compagnons ont sacrifié leur vie, nous en avons l'assurance, un accueil digne de son objet et digne du public français.

Il n'est peut-être pas préférable que cette œuvre de persévérance et de courage se poursuive dans le silence et la discrétion qui en avaient entouré les débuts. Les événements, plus froids que la volonté des hommes, ont découragé autrement. Il y a là désormais une question de patriotisme—de ce vrai patriotisme qui fait des sacrifices pour la grandeur morale et matérielle du pays, et non pas de ce contre-patriotisme d'un sentiment sacré qui ne voit que s'agiter sottement ou se faire des réclames.

Les vies mêmes qui déjà coûtées cette entreprise soit une raison de plus pour ne pas l'abandonner: le meilleur moyen d'honorer les victimes, c'est de ne pas permettre que leur œuvre reste inachevée, et par là même stérile. C'était là le vœu—on peut dire que c'est le dernier legs de ces braves gens qui ont si simplement versé leur sang au service de leur patrie, c'est de ne pas permettre qu'ils soient jaloux: la patrie et la science.

C'est aussi—et on nous permettra d'insister sur ce trait qui a son éloquence pathétique—l'unique requête de ceux que Crampel et ses compagnons ont laissés derrière eux, de cette jeune femme, de cette jeune personne si cruellement éprouvée. La seule compensation qu'ils demandent, c'est de ne pas suffire qui tant de morts soient inutiles, c'est de les venger en renouant le fil à l'aide d'un acte de bravoure et d'un sacrifice d'un sacrifice.

Ces motifs ne suffisent peut-être pas s'il était vrai qu'il s'agit d'une entreprise chimérique, d'une sorte de donquichottisme d'explorateur d'un grand Etat européen ne saurait se porter l'héritier sans bénéfices d'inventaire. Il n'en est rien. La France a de réels intérêts dans ces parages lointains.

L'ardeur même de la concurrence étrangère, attisée par les commentaires assez déplacés qu'un correspondant du Times lui a adressés sur le massacre de Crampel, en est une preuve suffisante. Ceux qui s'en vont répétant que la France a bien tort de s'occuper des domaines qu'elle ne saurait, d'après eux, mettre immédiatement en valeur, oublient un peu trop les leçons de l'histoire.

Voltire redéclat l'opinion du monde éclairé de son siècle quand il passait condamnation avec un sourire indifférent sur la perte des quelques arpents de neige qui étaient le Canada: on sait si ce vaste empire a acquis depuis lors du prix aux yeux mêmes de ces soi-disant hommes pratiques qui posent tout à la balance d'un utilitarisme étroit. Prenons garde que les générations futures n'aient le droit de nous reprocher à leur tour d'avoir compromis leur héritage en abandonnant quelques arpents de sable.

L'initiative privée l'a compris, et c'est là ce qui ajoute à l'intérêt de cette tentative. Il s'agit de savoir si l'action individuelle, si l'esprit d'entreprise commerciale est ou non capable, en France, de mener à bien les grandes opérations que les compagnies à charte ou les syndicats du genre de celui de sir William Mackinnon accomplissent pour l'Angleterre.

A ce titre encore, le public aura à cœur de compter sous la forme où il le peut à une œuvre qui offre le triple caractère d'être une démonstration de la puissance de l'initiative privée, de procurer à la France une sorte de droit d'option sur de vastes territoires africains et de contribuer aux progrès de la science.

C'est plus qu'il n'en faut pour qu'elle puisse compter sur les concours enthousiastes des Français de Montevideo.

### LE RECRUTEMENT EN ALLEMAGNE ET EN FRANCE

Le nombre des incorporations dans l'armée allemande en 1890, a été de 182,831 hommes. 5916 hommes non pu être incorporés, étant en excédent du effectif budgétaire.

Le nombre des engagements volontaires a été de 12,606. Soit au total, 195,437 incorporations, dont 1121 pour l'armée de mer, parmi lesquelles on compte 772 engagements volontaires.

Le nombre total des incorporations dans l'armée de terre a été de 191,331.

Out 646 condamnés pour émigration non autorisée, 10,572 hommes appartenant à la population continentale et 103 à la population maritime.

De 181,831 hommes provenant des appels, 175,779 ont été affectés à un service armé et 3715 seulement au service non armé. Dans l'armée française, le nombre des hommes affectés aux troupes non combattantes a augmenté considérablement en 1890, et en particulier aux troupes d'administration: 7,130, au lieu de 3,920 en 1889.

Rappelons à ce sujet que le nombre des incorporations dans l'armée française en 1890 a atteint le chiffre de 201,000 hommes par suite de l'application de la loi du 15 juillet 1889, dont 103,000 pour l'armée de terre, 60,000 pour un an; c'est en moyenne une augmentation de 40 à 45,000 hommes par contingent provenant la plupart des anciens dispensés du service en temps de paix en vertu des articles 17 et 22 de la loi de 1872, astreints aujourd'hui à faire un an de service.

C'est donc pour les dix classes de l'armée active, en tenant compte des pertes, une plus-value de 103,000 réservistes instruits dont l'armée disposera en 1900. Pourra-t-on les faire combattre en première ligne au moins en partie, ou augmenter-ils simplement le nombre et la valeur des formations de réserve? Cette dernière hypothèse est la plus vraisemblable, puisque nos contingents sont incorporés en entier et qu'il ne peut plus être question d'augmenter nos troupes actives, si ce n'est en réduisant au minimum les effectifs des non combattants.

Dans l'armée allemande, au contraire, pour donner l'instruction à la totalité des hommes du contingent qui ne peut être entièrement incorporé aujourd'hui, le général van Logdowski a demandé de réduire le service à deux ans.

Un plus grand nombre d'hommes serait instruit, mais le temps de service chacun d'eux serait forcément moindre: y a-t-il avantage dans ces limites extrêmes à augmenter le nombre au détriment de la qualité? That is the question.

### ITALIE

#### LA TRIPLE ALLIANCE ET LE PAPE

«La Gazette de Turin», dont nous reproduisons les informations sous les plus expresses réserves, dit qu'elle est à même de révéler que l'Italie lors du renouvellement du protocole de la triple alliance, a obtenu, malgré l'opposition de l'Autriche, l'introduction d'une clause portant qu'en cas de guerre avec ses alliés le gouvernement italien pourra adresser au pape un ultimatum d'accepter purement et simplement les lois de garantie ou de quitter Rome, sauf des compensations pécuniaires.

La Gazette ajoute que le pape, en approuvant cette nouvelle, en ressentit un coup terrible et se trouva mal; de là résulte l'attitude hostile du Vatican à l'égard de la triple alliance.

La Tribune n'ajoute aucun crédit à ces propos qu'elle qualifie d'invention d'état.

#### L'armée Italienne

Nous empruntons à la savante étude de M. Bodo sur la situation économique, financière et militaire de l'Italie, les renseignements suivants:

La force numérique de l'armée Italienne était, au 30 juin 1891, de 2,273,618 hommes et, au 30 juin 1890, de 2,853,155 hommes.

La force de l'armée s'accroît jusqu'en 1893, non seulement à cause de l'augmentation de la population, mais encore par le fait que la loi de 1875 n'aura qu'une année 1893 atteint ses conséquences complètes.

Officiers sous les armes 11,528  
Hommes de troupes en congé illimité ou en dehors des services actifs 248,351

Officiers 202,832  
Hommes de troupes 21,444  
1,569,169  
1,599,613

Rapport entre les forces militaires d'Italie et celles de quelques autres puissances. Il ne s'agit que des hommes sous les armes:

	Armée	Marine
Italie	255,418	17,559
France	512,472	42,915
Autriche-Hongrie	290,100	7,310
Allemagne	491,840	16,403
Russie	870,638	20,370
Grande Bretagne	221,353	40,500
Espagne	131,400	11,672
Portugal	21,361	3,051
Pays-Bas	35,731	10,105
Suède et Norvège	33,010	5,687
Roumanie	35,413	1,551
Serbie	13,213	—
Belgique	43,405	—
Bulgarie	32,310	310
Turquie	182,000	10,572

#### ARMÉE DE MER

Officiers, 1,903.  
Hommes d'équipage, 61,007.

#### MATÉRIEL DE LA MARINE AU 31 DÉCEMBRE 1890

18 cuirassés.  
231 non cuirassés.  
Le tonnage de ces navires est de 243,363.  
Ils portent 628 canons.  
Ils ont coûté 367, 670, 215 fr.  
L'Italie tient le quatrième rang parmi les puissances maritimes.

## FAITS DIVERS

### AVIS

Pour éviter toute confusion et toute difficulté avec la liquidation de l'Union Française disparue, nous prions nos correspondants et souscripteurs de vouloir bien nous adresser toutes leurs communications en la forme suivante: «au Petit Journal du Matin: Union Française», ou bien à notre directeur personnellement, au siège du journal, calle Piedras N° 277.

Nous rappelons, en outre, que M. Hippolyte Duffard n'a rien de commun avec notre publication et que tous nos reçus doivent porter la signature de notre directeur.

A la chambre.—Réunis hier à deux heures, de l'après-midi, messieurs les députés ont ouvert immédiatement la discussion du projet d'arrangement, voté hier en général. Le ministère était là au grand complet.

La discussion, intéressante et animée, s'est prolongée jusqu'à six heures. MM. Izeu Barbat, Melian Lahaur et Mendoza ont attaqué à plusieurs reprises les dispositions du projet, et tout spécialement l'article relatif à la Commission. Les orateurs furent interrompus à plusieurs reprises par le ministre des Finances pour défendre le projet et réfuter les citations des adversaires.

Mis aux voix, les articles du projet ont été adoptés successivement en la forme proposée hier par la commission, en y ajoutant seulement que le paiement des intérêts et des cotisations d'amortissement accumulatif se fera à Montevideo et dans les capitales où résident les porteurs de titres de la Dette de l'Uruguay. Le projet passera aujourd'hui au Sénat.

Démotion et nomination.—La démission de M. Leandro Diaz, consul Oriental à Marseille, ayant été acceptée, M. Ricardo Slassera a été nommé en son remplacement.

A la Trésorerie Générale.—Les paiements se poursuivent avec activité. Mal va être soldé et juin a déjà été approuvé par la Comptabilité Générale.

Un télégramme de M. Torres.—Le petit banquier vit donc encore!

Et pourquoi ne vivrait-il pas? M. Gianelli, chargé de pouvoir de M. Torres a reçu de son commettant un télégramme, et ce télégramme a été transmis au Président de la République.

Quand à savoir si la nouvelle qu'il apporte est bonne ou mauvaise, M. Gianelli qui est un homme discret ne nous en a rien dit.

La procession civique.—On affirme que MM. les cléricaux se démentent comme de beaux diables et travaillent à obtenir la prohibition de la manifestation annoncée pour le 20 Septembre.

C'est assez naturel mais encore plus maladroit. Pourquoi voudraient-ils avoir seuls le droit d'accaparer à certains jours la voie publique?

Les projets sur la Banque.—On annonce pour mercredi ou jeudi de la semaine prochaine le dépôt du message et des projets relatifs à la Banque Nationale.

Le crime de Villenoble.—Les débats de l'affaire du crime de Villenoble ont eu lieu le mois dernier, devant la cour d'assises de la Seine, présidée par M. Portantier de la Rochette.

Ce crime très mystérieux reste encore, après le verdict des Jurés de la Seine, enveloppé d'une profonde obscurité.

On se souvient des faits.

Le 2 mars dernier, vers dix heures du matin, des habitants de Villenoble, étonnés de ne pas voir sortir de son domicile le père Huot, vieillard de 83 ans, pénétrèrent dans le logement de celui-ci, ils trouvèrent l'octogénaire étendu sans vie, la tête fracassée, sur le plancher de sa chambre à coucher.

Le vol avait été le mobile du crime, car tous les meubles avaient été fouillés, sans grand succès du reste, puisque une somme de six francs, cachée dans une table de nuit, avait échappé aux recherches de l'assassin. Seuls vingt sous contenus dans un porte-monnaie avaient été dérobés.

Quel était l'assassin? Évidemment un des familiers du père Huot, pendant la nuit, en effet, les voisins avaient entendu causer chez l'octogénaire, ce qui indiquait que celui-ci avait reçu la visite d'un de ses b. n. m. car, morose et soupçonneux, il n'avait de relations suivies qu'avec cinq personnes: ses trois filles qui lui servaient une rente mensuelle de 15 francs, son neveu et un sieur Fils, dont le dénuement était extrême.

Le père Huot était un ancien seigneur de porcs qui, à ce titre, avait eu une grande réputation parmi les cultivateurs de Villenoble et des environs. Lorsque la vieillesse était venue, le père Huot avait, avec beaucoup de cha-







